

Les anti-gaz de schiste passent à l'action

En dépit des annonces de François Fillon, les opposants aux forages manifestent ce week-end pour continuer à faire pression sur le gouvernement.

Les opposants au gaz de schiste vont se mobiliser ce week-end dans une grande partie de la France, refusant de se contenter des récentes annonces du gouvernement et promettant de ne désarmer qu'avec un renoncement ferme et définitif à ces hydrocarbures. (AFP)

Les annonces de François Fillon n'y changeront rien. Les opposants au gaz de schiste sont déterminés à se mobiliser le week-end du 15 avril, pour exiger l'abandon définitif de l'hydrocarbure tant contesté.



José Bové en tête, ils promettent de ne cesser le combat que lorsque l'ensemble des exploitations auront été interdites en France. Face à une montée en puissance de cette contestation, relayée par les parlementaires de tous bords politiques, François Fillon a fini par annoncer mercredi 13 avril qu'il fallait "tout remettre à plat" concernant l'exploitation du gaz de schiste et que les autorisations de forages déjà consenties seraient annulées. Un projet de loi d'urgence allant en ce sens, présenté par l'UMP Christian Jacob, doit être examiné le 10 mai à l'Assemblée.

Le chef de file des députés PS Jean-Marc Ayrault a également écrit au président de l'Assemblée et au ministre chargé des relations avec le Parlement pour que la proposition de loi PS soit débattue en même temps. Mais cela ne suffit pas à apaiser les anti-schistes. Des milliers de manifestants sont ainsi attendus samedi à Nant, Avignon, Brignoles, Marseille, Meaux ou encore Lyon, et dimanche à Cahors et Blyes. A l'origine de leur colère : un hydrocarbure naturellement contenu dans certaines roches du sous-sol, et dont l'exploitation était sur le point de débiter en France. Une ressource fortement émettrice de CO₂, et convoitée par les grands industriels alors que le pétrole se fait de plus en plus rare.

Autorisations discrètes

Pour extraire ce précieux gaz, les pétroliers doivent procéder à une "fracturation horizontale" de la roche, soit l'injection d'eau à très haute pression alliée à du sable et à des produits chimiques. Et les écologistes s'inquiètent de ce que ces produits puissent se retrouver dans les nappes phréatiques. Sans compter l'impact des forages sur le paysage, ou encore l'utilisation massive d'eau.

Des permis avaient discrètement été accordés en mars 2010 par Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Ecologie pour l'exploration de gisements de gaz de schiste dans le sud de la France. Depuis, le gouvernement a fait marche arrière, face à une fronde qui s'est étendue à toutes les zones concernées par les forages.

Aux Etats-Unis, le documentaire Gasland du réalisateur Josh Fox, qui dénonce l'impact environnemental de l'exploitation du gaz de schiste à Fort Worth a fait scandale. On y voit notamment un habitant enflammer l'eau sortie de son robinet (à 2 minutes et 24 secondes dans la vidéo ci-dessus), apparemment contaminée. Ces images, qui ont fait le tour de la toile, ont beaucoup joué sur l'opinion des Français.

Inquiétude

Et si les anti-gaz de schiste se disent "contents" d'avoir été entendus par le gouvernement, ils restent vigilants face aux annonces. "On ne nous donne aucune garantie sur l'abrogation des permis et l'annulation des études en cours", estime Anne Lacouture, assistante parlementaire de José Bové.

"On est même inquiets, car François Fillon dit qu'il ne veut pas fermer la porte à des progrès technologiques". Sous-entendu du Premier ministre : le gouvernement se réserve la possibilité d'autoriser de nouveau les forages si la recherche permettait d'épargner l'environnement.

Lobbys

Les lobbys des pétroliers ne sont jamais loin. Dans une "lettre ouverte aux députés", les membres de "l'Association des foreurs d'huile et de gaz de schiste" disent leur "vive stupéfaction" face à ce projet d'interdiction. Et se targuent de pouvoir exploiter "proprement" les gisements de gaz de schiste.

Les auteurs de ce courrier affirment ainsi que "les produits chimiques (...) sont abandonnés depuis quelques années". "A notre connaissance, il n'y a jamais eu de nappes phréatiques contaminées pour la simple raison qu'elles sont toutes tubées", donc protégées par un "cuvelage en acier", ajoutent-ils.

"Solutions magiques"

Pour Hervé Jourde, chercheur en hydrogéologie à l'université de Montpellier, le "cuvelage" des nappes pourrait bel et bien les protéger des contaminations, mais "tout dépend de la zone à laquelle vous vous attaquez", nuance-t-il. Dans une fine couche sédimentaire imperméable, un tir de "fracturation" peut selon lui déboucher sur "une problématique". Pour ne pas dire un écoulement de l'eau contaminée dans d'autres couches du sol, via les fissures engendrées.

"Depuis le temps qu'on nous promet des solutions technologiques magiques... j'ai du mal à y croire !", s'offusque de son côté Benoit Hartmann de France nature environnement, collectif qui appelle au rassemblement ce weekend.

"Le risque sera présent quelque soit la technique de fracturation", estime le porte-parole écologiste. Quant aux produits chimiques, "je veux bien leur accorder le bénéfice du doute, mais de toute façon, ils doivent utiliser des solvants pour extraire le gaz de schiste". Et quoiqu'il en soit, conclut-il, "plus on prolonge ce système dépendant des hydrocarbures, moins on développe les énergies renouvelables, et plus on gave l'atmosphère de CO2. A ce rythme là, on ne va jamais s'en sortir !"

Laura Thouny